



## **ARRÊTÉ MODIFICATIF**

portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement  
GIE des CHENES à Plurien

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** la rubrique 2751 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006, modifié le 8 novembre 2013, autorisant le GIE des CHENES à exploiter au lieu-dit « La Ville Blot » Route des Prés Malard à Plurien, une station de traitement ;
- Vu** la demande présentée le 18 octobre 2021 par le GIE des CHENES représenté(e) par Madame et Messieurs Solange, Marcel Denis CARFANTAN et Philippe BOULARD, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Ville Néen » à HENANBIHEN, en vue d'effectuer à Plurien au lieu-dit « La Ville Blot » ;
- la modification avec diminution de la capacité de traitement de la station soit 13845 m3 (47029 unités d'azote et 27240 unités de phosphore) ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 mars 2022 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 29 avril 2022 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

**ARRÊTE :**

## Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - Le GIE DES CHENES représenté par Madame et Messieurs Solange, Marcel, Denis CARFANTAN et Philippe BOULARD dont le siège social est situé au lieu-dit «La Ville Néen» sur la commune de HENANBIHEN est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu dit « La Ville Blot » à PLURIEN, une station d'épuration collective de déjections animales. »

## Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique    | Alinéa   | A, E, D, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation                 | Critère de classement                              | Volume autorisé | Unité du volume autorisé |
|-------------|----------|-------------|-----------------------------------|--|--|-----------------|--------------------------|
| <b>2751</b> | <b>/</b> | <b>A</b>    | <b>Station d'épuration</b>        | <b>Traitement de déjections animales</b> | <b>Traitement collectif de déjections animales</b> | <b>1</b>        | <b>station</b>           |
| 2780        | 1.c)     | D           | Unité de compostage               | Quantité de matière traitée              | 3t <30t  | 3,6             | tonne/Jour               |

Si autorisation :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

| Commune | Sections | Parcelles |
|---------|----------|-----------|
| PLURIEN | ZS       | 96        |

2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

2.4. - Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage comporte une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un coproduit ci-après dénommé « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « résidus organiques » et « effluent épuré ») ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter une partie des déjections des élevages ci-dessous, à savoir : 13 845m3 de lisier (47029 kg d'azote)

→ une unité de compostage dont la quantité de matières traitées entrant est de 1315 tonnes par an (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).

Cette unité de traitement doit traiter une partie des déjections des élevages comme précisé dans le tableau ci-dessous :

| Membres apporteurs              | M <sup>3</sup> lisier brut apportés au GIE des CHENES | Unités d'azote apportés au GIE des CHENES | Unité phosphore apportés au GIE des CHENES |
|---------------------------------|---|---|--|
| <b>GAEC DENIS</b>               | 7389  | 20093                                     | 11613                                      |
| <b>EARL CARFANTAN</b>           | 892   | 3800                                      | 1518                                       |
| <b>EARL La Ville aux fermes</b> | 612   | 2500                                      | 1474                                       |
| <b>EARL des Petits JANS</b>     | 4952  | 20636                                     | 12635                                      |
| <b>Total</b>                    | <b>13845</b>  | <b>47029</b>                              | <b>27240</b>                               |

## 2.5. - Sécurité :

L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur.

## Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 sont modifiées comme suit :

« 3.1. - Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

3.2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, seront placés :

- un dispositif de mesure pour comptabiliser les lisiers;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier traité décanté recirculé en tête de la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

### 3.5.- Débits et flux de pollution

#### 3.5.1. - entrant dans la centrifugeuse

| Lisier brut | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|-------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume      | 13845 m³            | 37,9 m³               | 45,5 m³                 |
| N Global    | 47029 kg            | 128,8 kg              | 154,6kg                 |
| P2O5        | 27240 kg            | 74,6 kg               | 89,5 kg                 |

#### 3.5.2. - entrant dans le réacteur biologique

| Lisier centrifugé | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|-------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume            | 12737 m³            | 34,9 m³               | 41,9 m³                 |
| N Global          | 37623kg             | 103,1 kg              | 123,7 kg                |
| P2O5              | 5448 kg             | 14,9 kg               | 17,9kg                  |

### 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

#### 3.6.1. - coproduits à composter

| Résidus organiques+ fumier de truie | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|-------------------------------------|-------------|-----------------------|
| Volume                              | 1315 t      | 3,6 t                 |
| N Global                            | 9406kg      | 25,8 kg               |
| P2O5                                | 21792 kg    | 59,7 kg               |

#### 3.6.2. - coproduits à transférer (engrais organique mûré)

| Résidus organiques à exporter | Flux annuel |
|-------------------------------|-------------|
| Tonnage                       | 514 t       |
| N Global                      | 7619 kg     |
| P2O5                          | 21792 kg    |

#### 3.6.3. - coproduits à épandre sous la responsabilité des membres apporteurs

| membres apporteurs              | Volume effluent peu chargé repris du GIE | U Azote repris | UP2O5 repris | UK2O repris  |
|---------------------------------|--|----------------|--------------|--------------|
| <b>GAEC DENIS</b>               | 5427 m³                                  | 1084           | 1256         | 13779        |
| <b>EARL CARFANTAN</b>           | 753 m³                                   | 150            | 174          | 1912         |
| <b>EARL La Ville aux fermes</b> | 169 m³                                   | 34             | 39           | 430          |
| <b>EARL des Petits JANS</b>     | 3065 m³                                  | 612            | 709          | 7780         |
| <b>Total</b>                    | <b>9415 m³</b>                           | <b>1881</b>    | <b>2179</b>  | <b>23901</b> |

| Adhérents                       | Volume lisier traité décanté repris du GIE | U Azote     | UP2O5       | UK2O        |
|---------------------------------|--|-------------|-------------|-------------|
| <b>GAEC DENIS</b>               | 578 m³                                     | 1930        | 1219        | 1910        |
| <b>EARL CARFANTAN</b>           | 126 m³                                     | 419         | 265         | 415         |
| <b>EARL La Ville aux fermes</b> | 102 m³                                     | 341         | 216         | 338         |
| <b>EARL des Petits JANS</b>     | 744 m³                                     | 2483        | 1569        | 2458        |
| <b>Total</b>                    | <b>1551m³</b>                              | <b>5173</b> | <b>3269</b> | <b>5121</b> |



### 3.7. - Autosurveillance

#### 3.7.1.- suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume du lisier brut L1 entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes : ;

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides  $\text{NH}_4/\text{NO}_3$  doivent être réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

#### 3.7.2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en charge de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes du lisier brut restant à épandre ;
- un bilan des volumes des différents coproduits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier traité décanté recirculé (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses)
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt,  $\text{K}_2\text{O}$ ). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

**Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.**

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

**Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.**

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant. »

## **Article 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 sont modifiées comme suit :

« 4.1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans une fosse d'un volume de 1100 m<sup>3</sup> avant traitement.

4.2. - Les résidus organiques sont stockés dans deux hangars couverts d'une surface totale de 615 m<sup>2</sup> .

4.3. - L'effluent épuré est stocké dans une lagune de 8400 m<sup>3</sup>.

4.4. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1500 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.5. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

4.6. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément aux plans et données techniques annexés. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

4.7. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.



4.8. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts doivent être consignés sur un document de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Article 5 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 sont modifiées comme suit :

« 5.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage doivent être réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage. »

#### **Article 6 : Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage**

6.1. - Aménagement et fonctionnement des installations

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits est réalisée par une unité de compostage dans un hangar de surface totale de 615 m<sup>2</sup> comprenant :

- une aire couverte bétonnée de compostage actif de 128 m<sup>2</sup>
- une aire de maturation du compost de 375 m<sup>2</sup> permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ;
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques de centrifugation du lisier sont compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage doit traiter les résidus organiques de l'unité de traitement issus de la centrifugeuse et une part du fumier de truie, à savoir : 1315 tonnes de résidus organiques soit 9 408 kg d'azote et 21 792 kg de phosphore, produits annuellement (soit 3,6 tonnes /jour).

6.1.3. - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage est réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage est couverte ;
- le système de collecte des écoulements est aménagé ;
- le sol est bétonné et doit être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - Conformité des produits

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost du coproduit issu de la centrifugeuse) doivent répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001).

Pour les éventuels produits non conformes, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

6.3. - Traçabilité des produits

L'exploitant doit tenir à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- nature ;
- nom du transporteur ;

- quantité en tonnes et en m³ .

À la fin de chaque année civile, l'exploitant transmet au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- les informations définies ci-dessus ;
- les originaux des bons d'enlèvement ;
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) peuvent être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, l'exploitant doit soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

#### 6.4. - Délais de mise en service – Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus doivent être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant avertit le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées est immédiatement prévenu.

### Article 7 : Autres dispositions

L'arrêté préfectoral du 8 novembre 2013 est abrogé.

Les dispositions des articles 5, 6 et 7 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 sont modifiées comme suit :

« La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

### Article 8 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plurien pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plurien pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

### Article 9 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :



1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télerecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 10 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plurien et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

04 MAI 2022

  
Béatrice Obara

